International Labour Organization

Etude sur la problématique de financement du secteur privé à Sao Tomé et Principe et élaboration d'une Cartographie des institutions susceptibles de financer le secteur privé.

Termes de Référence

I- Contexte et Justification :

La République Démocratique de São Tomé et Príncipe est un archipel, situé à quelques 300 km à l'ouest du continent africain. Le pays est caractérisé par une insularité fragmentée sur deux principales îles et des ilots. Selon les données officielles de l'Institut National de la Statistique (INE), la population totale du pays serait, en 2015, de 194.006, dont un peu plus de 50% de femmes, et les moins de 25 ans en représentent près de 62%. Le taux d'accroissement naturel de la population était de 2,76% en 2014.

L'économie du pays, à l'instar de celle des Petits Etats Insulaires en Développement (PEID), est fortement contrainte par l'insularité du pays, sa fragilité, la limitation des ressources et la faiblesse de la capacité d'absorption.

Bien qu'il soit difficile de disposer de statistiques fiables, à Sao Tomé comme partout ailleurs en Afrique, on estime que les PME contribuent à plus de la moitié du PIB et de l'Emploi (Africapractice, 2005). Les PME opèrent principalement dans les services, en particulier le commerce, mais également dans l'industrie manufacturière et dans les agro-industries, reflétant ainsi la structure du PIB du pays.

Bien que les PME productives soient très minoritaires devant celles du tertiaire, elles jouent un rôle prépondérant dans les secteurs industriels et les Travaux publics.

Malgré leurs poids dans l'économie locale et en dépit de leur rôle moteur en termes de développement économique, les PME ont un accès très limité au marché financier à Sao Tomé et Principe. D'une part le taux de pénétration bancaire est très faible, d'autre part, ce sont les principalement les grandes entreprises étrangères, qui bénéficient de la majorité des financements pour le secteur privé.

La question de financement des PME à Sao Tomé et Principe est toujours problématique. Malgré un arsenal juridique et institutionnel pour faciliter l'accès des entrepreneurs au financement le constat reste le même : le financement est un obstacle très sévère à l'entrepreneuriat. Il ressort de l'enquête de la Banque Mondiale (2007) « Climat d'investissement et la compétitivité des entreprises » que les très petites entreprises subissent une discrimination du fait de leur taille pour obtenir les crédits.

A Sao Tomé et Principe comme dans un grand nombre de pays africains, les difficultés d'accès au financement sont le premier obstacle au développement des PME, très loin devant les problèmes de corruption, de déficience des infrastructures ou de fiscalité. Certaines études en Afrique estiment que 80 à 90% des PME connaissent des contraintes de financement très importantes. Cette situation est largement partagée par le secteur privé à Sao Tomé et Principe. Privé de l'accès au financement, les PME couvrent le plus souvent la totalité de leurs besoins par leurs propres ressources ce qui raisonnablement ne peut pas assurer un investissement conséquent pour un secteur privé compétitif. Le constat est que le système financier n'est pas en mesure de répondre aux besoins des PME. Le secteur bancaire contribue à ce résultat par ses mauvaises prestations à une clientèle d'entrepreneurs toujours incapable d'accéder à un financement adéquat et à temps. Le développement d'un secteur financier national est l'une des conditions préalables à la mobilisation des ressources d'investissement.

La difficulté de financement pour les entreprises dans cette période de crise sanitaire avec la covid-19 s'est imposée avec la plus grande acuité. Les entreprises en raison de l'impact de cette pandémie et de leur faible capacité de mobilisation de financement se sont trouvées davantage fragilisées avec les fermetures des entreprises, les pertes de part de marché et la problématique de la relance des activités.

La CCIAS, voudrait accompagner les entreprises dans ce contexte difficile. Pour cela, elle souhaite renforcer sa capacité d'offre de services aux entreprises en mettant à leur disposition un outil d'information sur les institutions et structures de financement du secteur privé mais aussi en contribuant à améliorer le système de financement du secteur privé de façon générale dans le pays.

C'est pourquoi, elle a sollicité du BIT une étude sur la problématique du financement des PME et l'élaboration d'une cartographie des institutions, structures de financement et fonds de garantie du secteur privé en Afrique et ailleurs dans le monde pouvant intervenir à Sao Tomé et Principe.

Répondant favorablement à cette requête, le Bureau International du Travail envisage le recrutement d'un consultant de haut niveau pour la réalisation de cette étude.

II- Objectifs de l'étude :

L'objectif de cette étude est double :

- Chercher à comprendre pourquoi le système financier national ne parvient pas à répondre aux besoins du secteur privé local, mais aussi de voir les actions appropriées à prendre pour changer la situation.
- D'élaborer une cartographie des structures, institutions de financement et fonds de garanties existant en Afrique et ailleurs dans le monde susceptible d'intervenir dans le financement du secteur privé à Sao Tomé et Principe.

Spécifiquement l'étude portera sur :

- L'analyse de la problématique du financement du secteur privé à Sao Tomé et Principe
- Identification des mécanismes et institutions de financement du secteur privé en Afrique et ailleurs dans le monde et analyse de leurs conditions et procédures d'intervention,
- Identification des fonds de garanties ou autres mécanismes d'intermédiation existants en Afrique,
- Identification des lignes de crédits existants dans le cadre de la coopération bilatérale ou multilatérale
- Formuler des propositions d'amélioration de la capacité des institutions financières privées à satisfaire la demande croissante de prêts à long terme ;
- Explorer les possibilités existant de renforcement des capacités des institutions de financement, pour leur permettre notamment de répondre aux besoins de financement spécifiques des PME

III- RESULTATS ATTENDUS :

A la fin de l'étude la CCIAS dispose :

- D'un rapport sur la problématique du financement des PME à Sao Tomé et Principe. Les chefs d'entreprises ont une connaissance plus approfondie sur les difficultés d'accès au financement, les goulots d'étranglement sont identifiés, les perspectives plus claires, des propositions de réformes faites,
- Un répertoire ou une cartographie des structures, institutions de financements, fonds de garantie, lignes de crédit ainsi que leurs mécanismes d'intervention est disponible,
- Les chefs d'entreprises accèdent à ces outils.

III- LES TACHES DU CONSULTANT :

Le consultant aura essentiellement pour tâches de :

- Procéder à un état des lieux de la problématique du financement du secteur privé à Sao Tomé et Principe,

- Procéder à une revue documentaire des textes de lois, règlements et actes administratifs et tous autres documents portant financement du secteur privé,
- Rencontrer les acteurs clés à savoir les chefs d'entreprises, les dirigeants de la CCIAS, les responsables des banques au plan national, sous- régional et régional, les ambassades et agences de coopération ayant Sao Tomé et Principe dans leur juridiction, les administrations compétentes (Ministère de l'économie et de finances, Ministère de la justice, Ministère du Commerce) etc...
- Faire une analyse de la situation
- Formuler des recommandations pour un système de financement plus adapté à la nature de l'économie et à la structure du secteur privé, en prenant en compte aussi l'insularité du pays.
- Explorer et analyser les différents mécanismes alternatifs de financement existant dans le cadre de la coopération bilatérale ou multilatérale,
- Identifier et analyser les institutions de financement et autres fonds de garantie du secteur privé en Afrique ainsi que leurs conditions d'intervention,
- Produire un rapport sur la problématique de financement,
- Réaliser une cartographie des mécanismes et institutions de financement susceptibles d'intervenir dans le financement du secteur privé
- Présenter les résultats de ses travaux aux dirigeants de la CCIAS pour validation au cours d'un atelier.

V- PRODUITS LIVRABLES :

A la fin de la mission, le consultant fournira au BIT et à la CCIAS son rapport en deux volets :

- Rapport de l'Etude sur la problématique de financement des PME à Sao Tomé et Principe,
- Cartographie des mécanismes et institutions de financement du secteur privé susceptibles d'intervenir à Sao Tomé et Principe.

VI- DUREE :

L'étude est prévue pour une durée de 60 jours à compter de la date de signature du contrat y compris l'atelier de validation.

VII- PROFIL DU CONSULTANT :

Le consultant devra obligatoirement remplir les conditions suivantes :

1- Avoir une bonne connaissance du fonctionnement des organisations d'employeurs ;
2- Avoir une bonne connaissance du secteur privé de façon générale ;
3- Avoir une bonne connaissance de la problématique du financement du secteur privé
4- Avoir réalisé des missions similaires ;
5- Avoir une parfaite connaissance de l'environnement et des enjeux du secteur privé ;
6- Avoir réalisé des travaux similaires ;
7- Une expérience de travail avec le BIT sera un atout.

VIII- MÉTHODOLOGIE :

La méthodologie de l'étude sera celle du consultant retenue pour la mission. La mission se fera en tenant compte du contexte de travail nouveau engendré par la covid-19.

IX- SUPERVISION DE L'ETUDE :

L'étude sera réalisée sous la supervision du spécialiste des activités pour les employeurs, la coordinatrice du projet d'appui au renforcement des capacités des employeurs et des travailleurs et le Secrétaire General de la CCIAS.